



UNION INTERNATIONALE DES TÉLÉCOMMUNICATIONS

**BUREAU DE DÉVELOPPEMENT
DES TÉLÉCOMMUNICATIONS**

COMMISSIONS D'ÉTUDES DE L'UIT-D

Document 1/150-F

16 août 2000

Original: français

CONTRIBUTION TARDIVE

TROISIÈME RÉUNION DE LA COMMISSION D'ÉTUDES 1: GENÈVE, 11 - 15 SEPTEMBRE 2000

TROISIÈME RÉUNION DE LA COMMISSION D'ÉTUDES 2: GENÈVE, 18 - 22 SEPTEMBRE 2000

SUITE À DONNER

Question 12/1: Politiques tarifaires, modèles tarifaires et méthodes de détermination des coûts des services de télécommunication nationaux

COMMISSION D'ÉTUDES 1

ORIGINE: BUREAU DE DEVELOPPEMENT DES TELECOMMUNICATIONS (BDT)

TITRE: ANALYSE DES RÉPONSES AU QUESTIONNAIRE SUR LES TARIFS

Action demandée:

Les participants devraient prendre en considération les enseignements tirés de l'analyse du questionnaire et formuler des recommandations quant à la poursuite de ce type d'enquête.

Résumé:

Lors de la réunion du Groupe de travail sur la Question 12/1 qui s'est tenue à Genève les 1er et 2 mars 1999, les participants ont souligné qu'il était nécessaire de disposer de renseignements sur les modèles de tarification et les méthodes d'établissement des coûts des services nationaux de télécommunication.

Dans cette optique, il a été décidé d'envoyer un questionnaire sur les tarifs au titre de la Question 12/1 à toutes les administrations des Etats Membres de l'UIT ainsi qu'aux Membres du Secteur du développement, ce qui a permis d'obtenir au total 88 réponses (la liste des pays/administrations ayant répondu au questionnaire figure dans l'Annexe 1).

Point de contact: M. Pape Gorgui Touré, Unité des Stratégies de Financement, BDT
Tél.: +41 22 730 6495 / Fax: +41 22 7305484 / e-mail: pape-gorgui.toure@itu.int

Les renseignements fournis ont été analysés en deux parties. La première, qui a consisté à examiner le nombre total de réponses exprimées par un "oui ou par un non", fait apparaître, d'une manière générale, les pourcentages relatifs à l'utilisation des méthodes de calcul des tarifs. Les réponses ont été classées dans trois rubriques différentes:

- densité téléphonique (Télédensité): ce paramètre est utilisé dans le rapport du Groupe spécialisé de la Commission d'études 3 de l'UIT-T;
- classement en fonction du PIB: ce paramètre est par la FCC (USA) pour estimer globalement les coûts de prestations de services téléphoniques internationaux en fonction du niveau de développement du pays;
- région: ce paramètre correspond au groupage utilisé par le BDT dans l'élaboration de ses politiques régionales de développement

Le nombre d'administrations ayant répondu est indiqué pour chaque rubrique dans le tableau suivant:

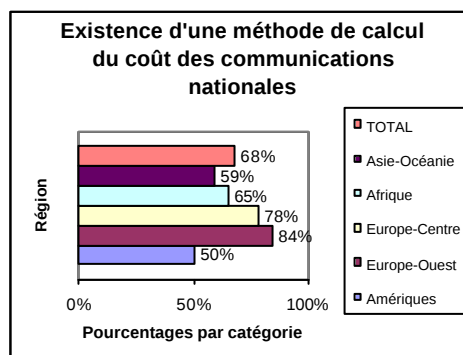
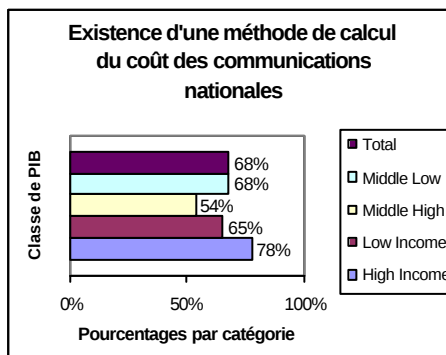
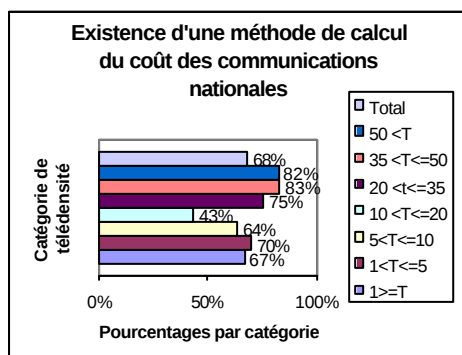
Télédensité	Pays/ Administrations	Classement en fonction du PIB	Pays/ Administrations	Région	Pays/ Administrations
$0 < T \leq 1$	18	Revenu élevé	27	A	14
$01 < T \leq 5$	10	Revenu faible	26	B	25
$05 < T \leq 10$	11	Moyen supérieur	13	C	9
$10 < T \leq 20$	14	Moyen inférieur	22	D	23
$20 < T \leq 35$	12			E	17
$35 < T \leq 50$	6				
$50 < T$	17				

Dans la deuxième partie, les réponses ont été analysées en profondeur à partir des renseignements fournis dans la description des pratiques nationales relatives à chacune des questions posées. Les résultats issus des réponses sont présentés ci-après.

Première Partie

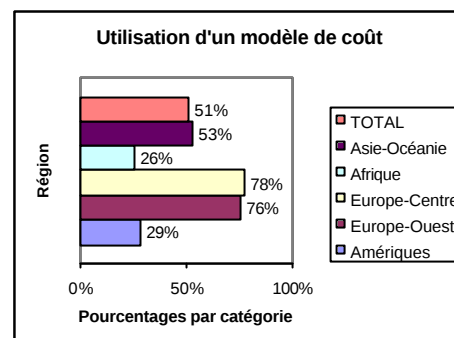
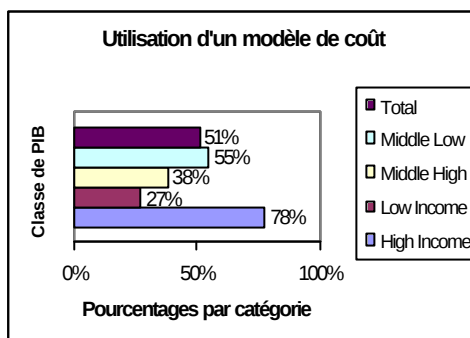
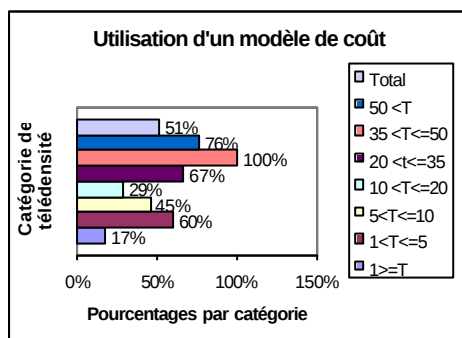
Question 1 - Existence de méthodes de calcul des coûts des communications nationales

On a pu constater que les administrations ayant à la fois une télédensité élevée et un revenu élevé (en termes de PIB) sont celles qui utilisent le plus des méthodes particulières pour calculer les coûts des communications nationales, situation qui prévaut dans les pays les plus avancés. Plus le niveau de télédensité augmente, plus l'utilisation de méthodes permettant de calculer les coûts est importante.



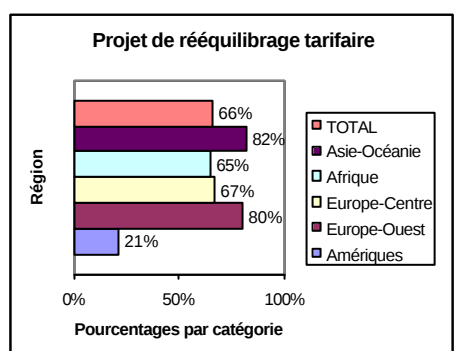
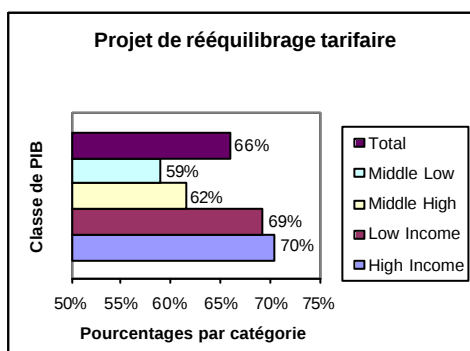
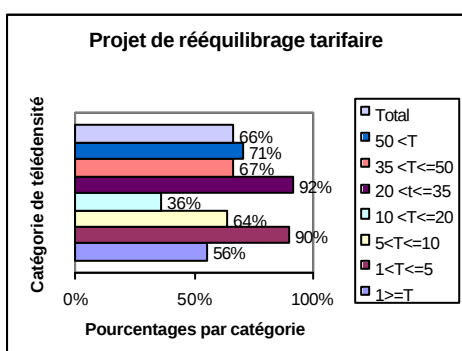
Question 2 - Utilisation d'un modèle de coût

Parmi les administrations ayant répondu au questionnaire, 51% seulement utilisent un modèle de coût et, comme pour la question précédente, c'est dans les pays à télédensité élevée que l'on relève l'utilisation la plus importante d'un modèle de coût. S'agissant du classement en fonction du PIB, la catégorie "Revenu élevé" est celle qui a le plus largement recours à un modèle de coût. Toutefois, une tendance favorable se dessine pour la catégorie "Revenu moyen inférieur". En ce qui concerne les régions, on peut observer que l'Europe occupe le premier plan, suivie de l'Asie-Océanie et que, dans ce cas, l'utilisation d'un modèle de coût est plus fréquente dans la région Amériques que dans la région Afrique.



Question 3 - Existence d'un projet de rééquilibrage des tarifs en vue de les orienter vers les coûts

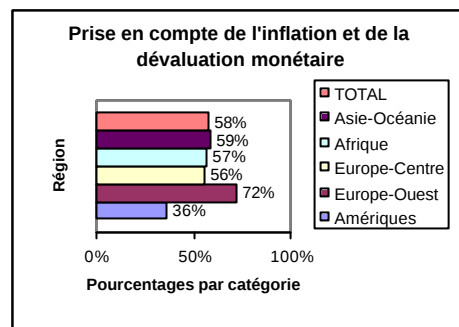
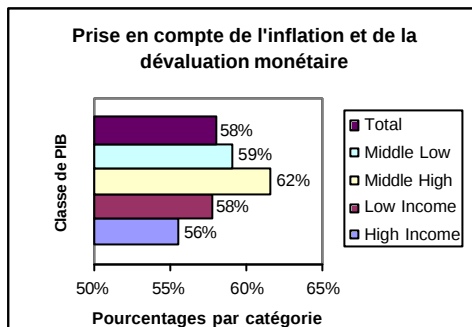
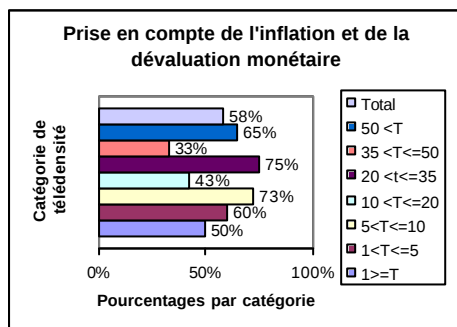
On relève une tendance très positive à l'acceptation d'un rééquilibrage des tarifs à l'égard de tous les pays, en particulier d'Asie-Océanie, encore que les administrations dont la télédensité est comprise entre $10 < T \leq 20$ restent encore un peu à l'écart de ce type de projet, comme il ressort de l'analyse par région où il apparaît que les pays d'Amérique latine sont les seuls à accuser un faible pourcentage d'acceptation. D'après les constatations faites, ce pourcentage est plus faible dans la région des Caraïbes, car dans la région de l'Amérique du Sud, la plupart des administrations ayant répondu au questionnaire ont procédé au rééquilibrage des tarifs.



Question 4 - Prise en compte de l'inflation et de la dévaluation de la monnaie

A noter que 58% du nombre total des administrations affirment tenir compte de l'inflation et de la dévaluation de la monnaie dans leur calcul des coûts, en dehors des Amériques (36%) et de l'Europe de l'Ouest (72%), les autres régions réalisent des performances comparables (56%-59%).

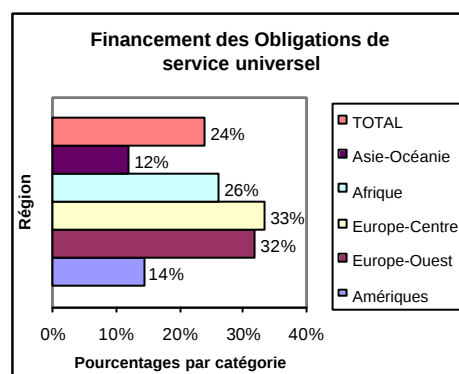
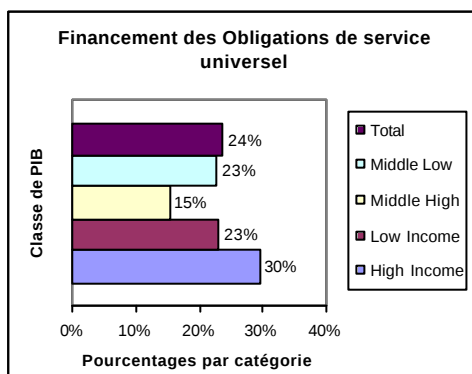
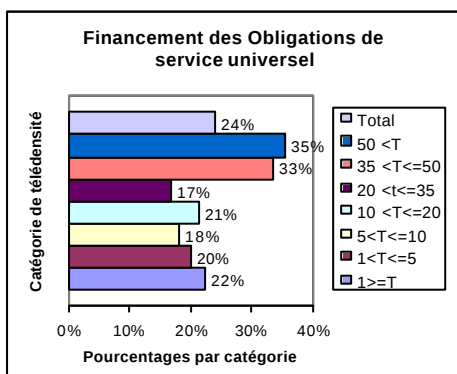
On relève une tendance favorable à la prise en compte de l'inflation et de la dévaluation dans la rubrique "Classement en fonction du PIB" du pays d'origine. Toutefois, les pays d'Europe centrale restent un peu en retrait.



Question 5 - Utilisation de mécanismes de financement pour les obligations de service universel

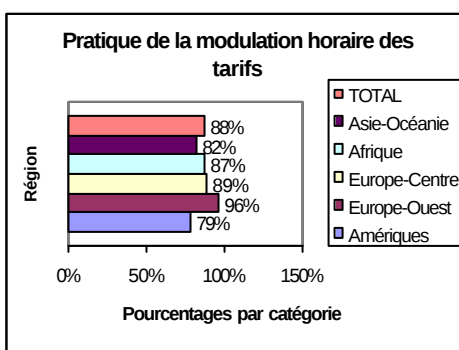
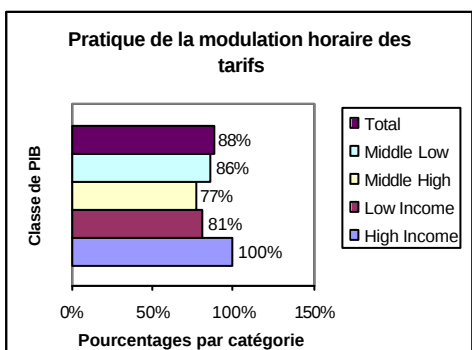
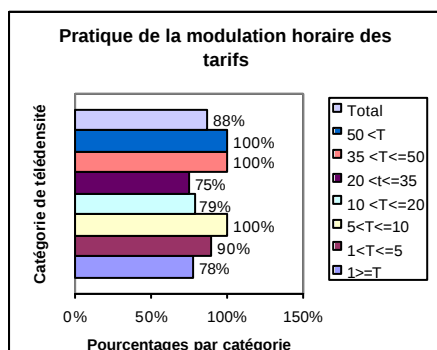
Il ressort que 24% seulement des administrations appliquent un mécanisme de financement des obligations de service universel. Parmi elles, seules les administrations ayant une télédensité élevée présentent les pourcentages les plus significatifs, ce qui correspond en toute logique aux pays classés dans la catégorie supérieure de la rubrique "Classement en fonction du PIB", c'est-à-dire ceux de la région Europe. Toutefois, on constate que les pays de la région Afrique déploient actuellement des efforts pour régulariser cet état de choses.

D'une manière générale, le pourcentage reste très faible dans le monde entier, encore que cette pratique augmente parallèlement au niveau de revenu exprimé en termes de PIB.



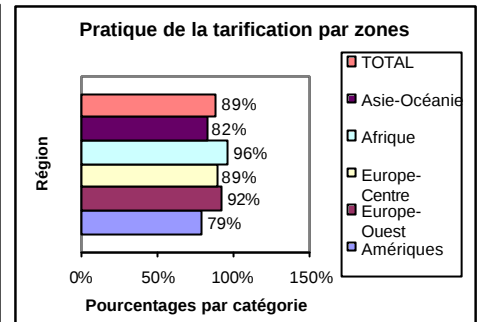
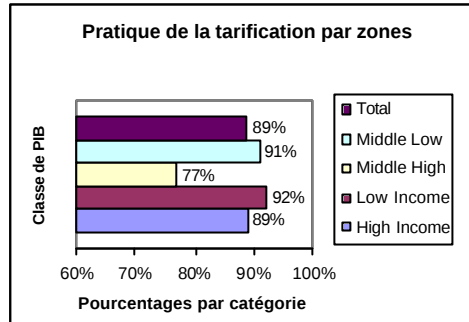
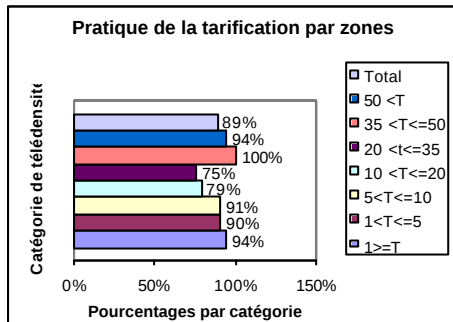
Question 6 – Pratique de la modulation horaire des tarifs.

La majorité des administrations soit le 88% pratiquent la modulation horaire des tarifs, la tendance étant très positive dans l'ensemble des catégories "Télédensité" et "Classement en fonction du PIB". Paradoxalement, au niveau mondial régional, on peut remarquer que l'Amérique (79%) et l'Asie (82%) sont un peu en retrait dans l'application de la modulation horaire.



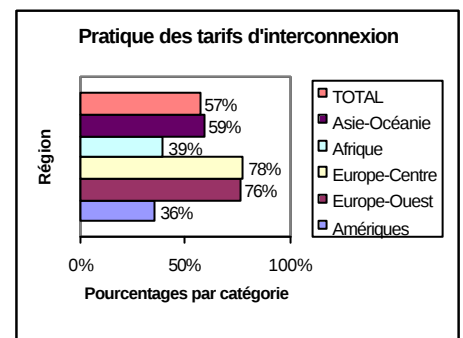
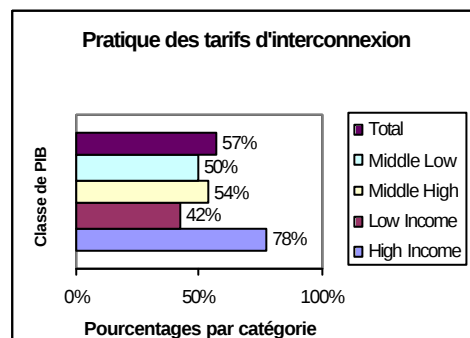
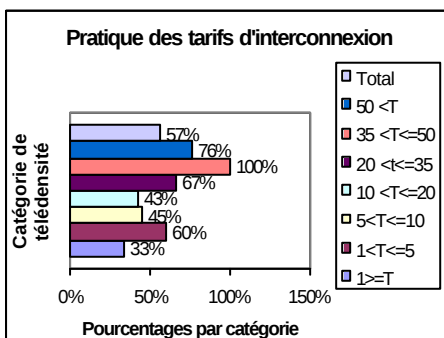
Question 7 - Existence de zones de tarification

Il ressort que dans 89% du total des réponses reçues, la majorité des administrations disposent de zones de tarification bien définies. Toutefois, il peut arriver, par exemple en Amérique latine, qu'il n'existe pas de zones de tarification en raison des dimensions du pays (petites îles des Caraïbes).



Question 8 - Application de taxes d'interconnexion

Les administrations au revenu élevé en termes de PIB sont celles qui appliquent le plus les taxes d'interconnexion, comme c'est le cas de la région Europe. On observe une stabilité pour les autres administrations, l'application de taxes ayant tendance à augmenter en fonction de la télédensité. S'agissant de l'analyse par région, il convient de noter que l'Afrique et l'Amérique recueillent les pourcentages les plus faibles, étant donné que la plupart de leurs pays sont en train de fixer les politiques d'interconnexion et d'établir la méthode de calcul. De même, dans certains pays on a constaté que les taxes d'interconnexion s'appliquent tout particulièrement aux services cellulaires et à l'Internet.



Deuxième Partie

Tendances lourdes

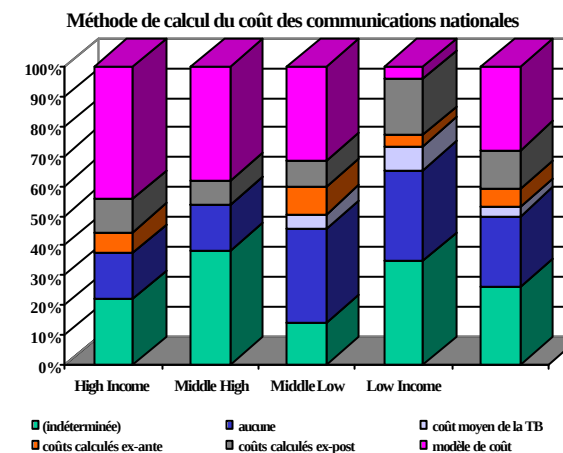
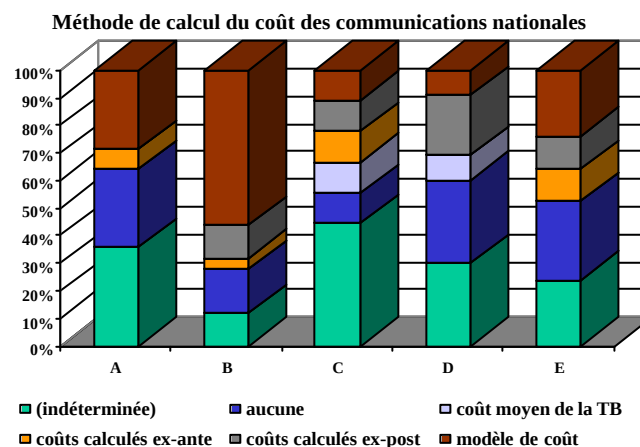
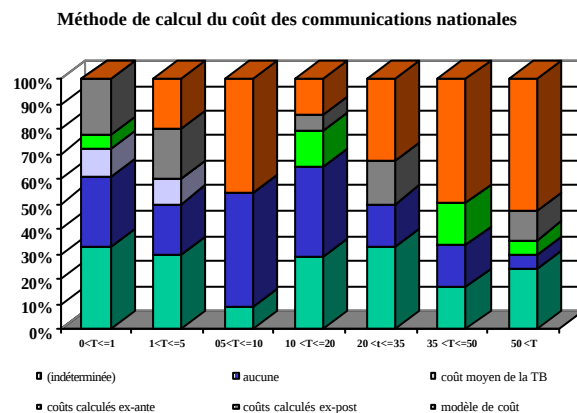
Plusieurs tendances lourdes se sont dégagées de l'analyse du questionnaire:

Méthode de calcul du coût des communications nationales

De façon générale le calcul du coût des communications nationales est beaucoup moins systématique dans les pays en développement que dans les pays développés. Une bonne partie des réponses reçues ne semblent pas reconnaître la limite entre les coûts et les tarifs.

Lorsque les administrations déclarent calculer ces coûts, le nombre d'entre eux qui fondent leur démarche sur un modèle de coût augmente avec le niveau de développement du pays.

On constate néanmoins un très fort engouement des administrations issues de pays dont la télédensité est située entre 5 et 10 pour l'utilisation de modèles de coût.

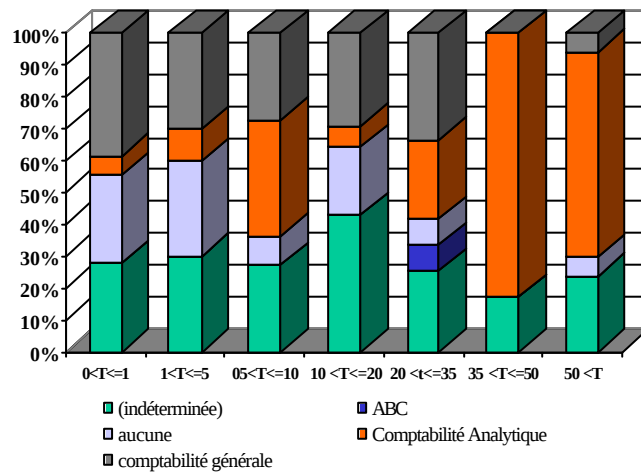


Base de calcul du coût des communications nationales

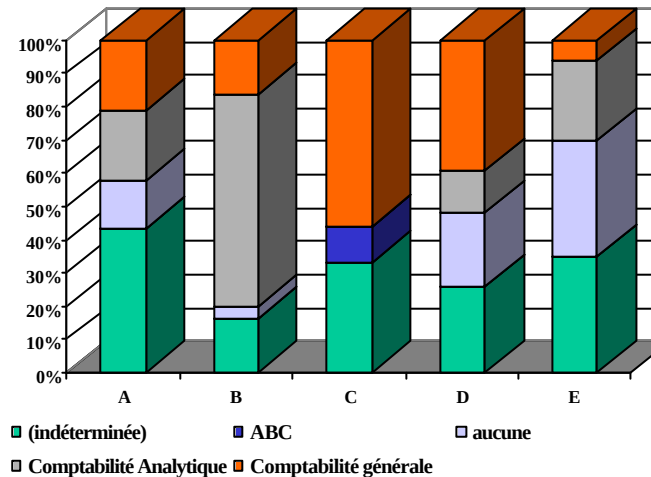
De plus en plus de pays s'appuient sur les données de comptabilité analytique pour calculer leurs coûts. Cependant leur proportion semble suivre le niveau de développement du pays.

Le questionnaire n'ayant pas été très clair à ce niveau, les conclusions sont à prendre avec circonspection.

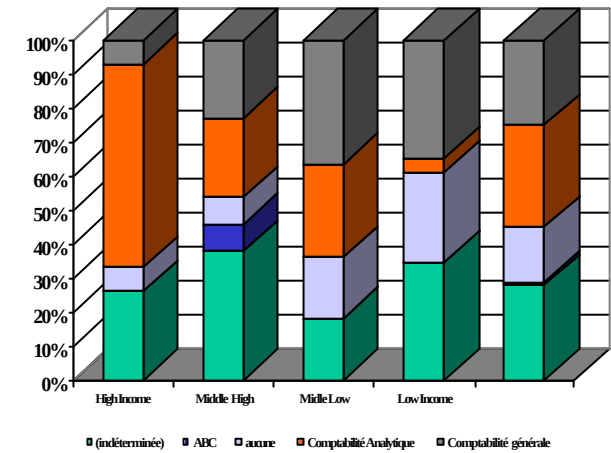
Base de la méthode de calcul



Base de la méthode de calcul



Base de la méthode de calcul



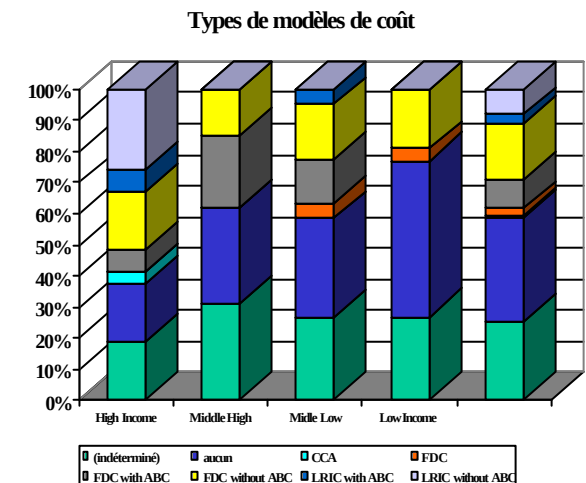
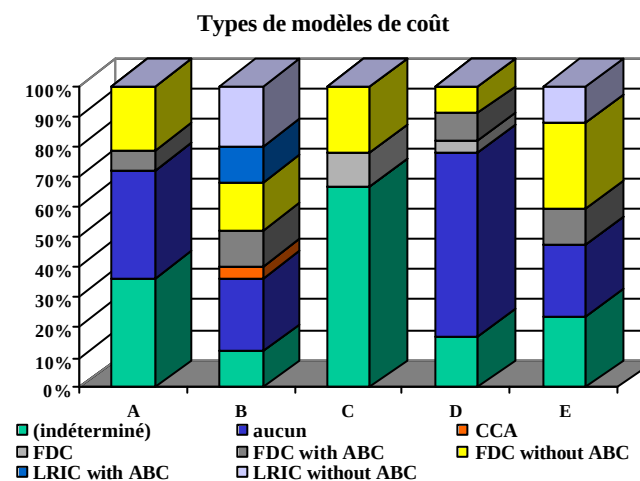
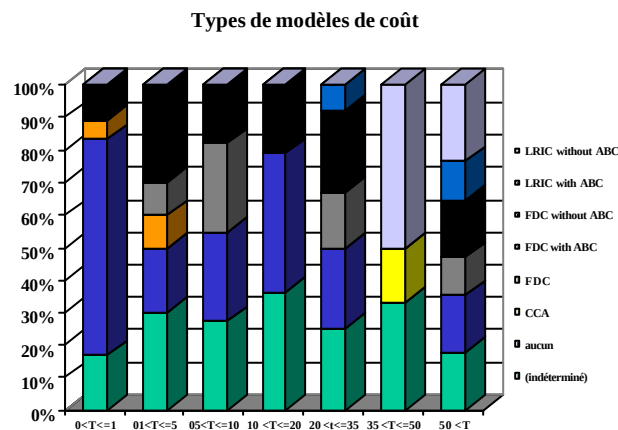
Modèles de coût

Le concept des coûts totaux distribués (FDC) est largement utilisé (avec ou sans ABC) quel que soit le niveau de développement. Cependant la proportion des administrations ayant déclaré utiliser le concept des coûts incrémentaux à long terme (LRIC) augmente avec le niveau de développement.

On note aussi l'utilisation du concept de comptabilité aux coûts actuels (CCA) par certains pays développés.

L'Europe de l'Ouest et l'Asie sont cependant largement en avance sur les autres régions.

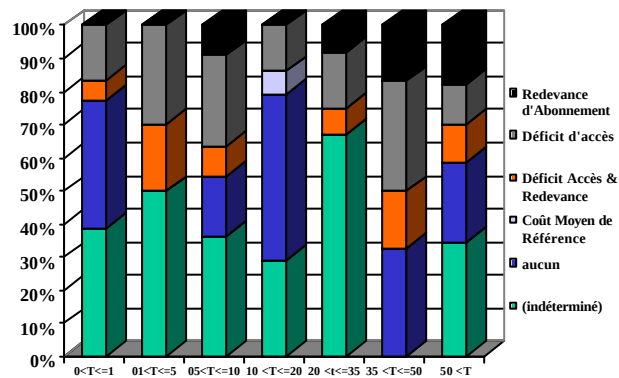
L'allocation des coûts communs reste encore pour l'essentiel, quel que soit le niveau de développement, fondée sur les méthodes traditionnelles.



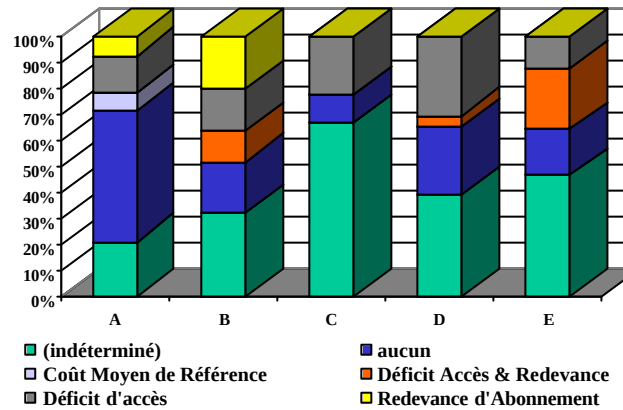
Mode de rééquilibrage tarifaire

La réduction progressive du déficit d'accès semble être le moyen le plus utilisé pour rééquilibrer les tarifs. Dans les pays développés qui n'ont pas encore complètement rééquilibré leurs tarifs, le niveau de la redevance mensuelle est le principal levier de commande.

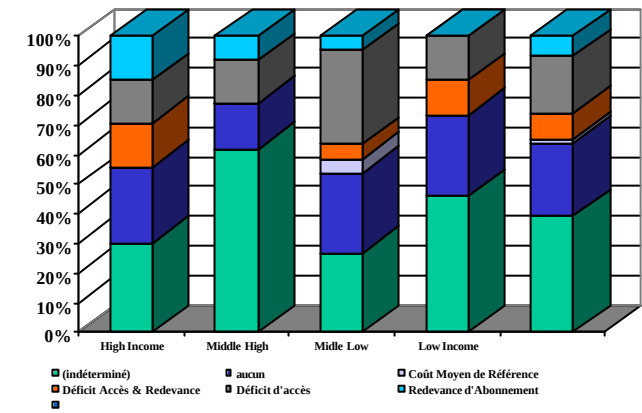
Mode de rééquilibrage tarifaire



Mode de rééquilibrage tarifaire



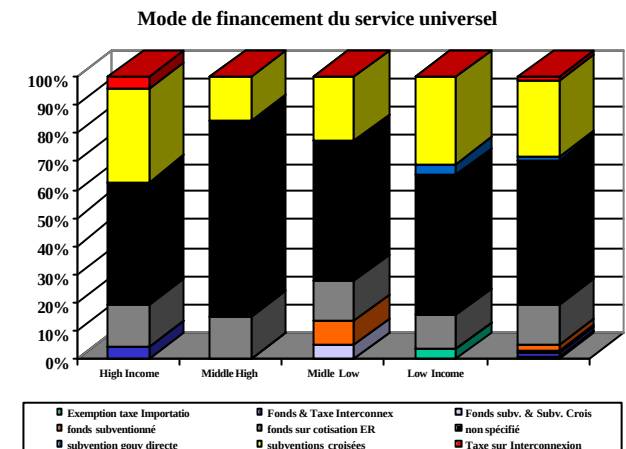
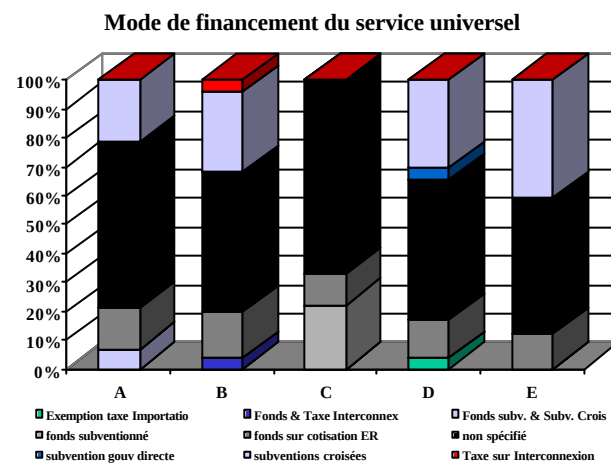
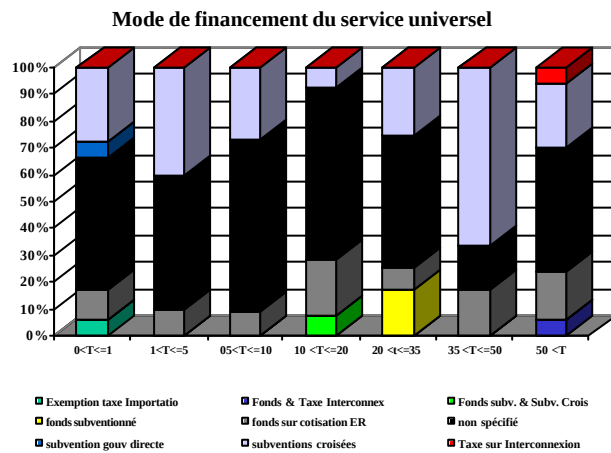
Mode de rééquilibrage tarifaire



Mode de financement du coût du service universel

Le financement du service universel semble encore un domaine très obscur. Aucune tendance lourde ne se dégage réellement des réponses reçues, sauf que les quelques administrations qui annoncent une politique de financement du service universel semblent opter pour les subventions croisées ; la création d'un fonds pour le service universel suit de loin.

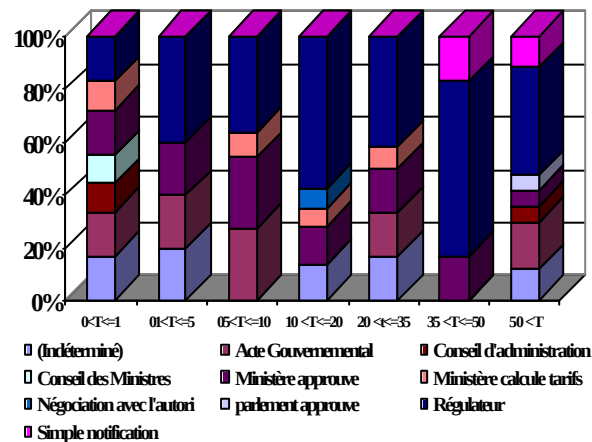
Seule l'Europe de l'Ouest semble s'orienter vers le financement par la taxe d'interconnexion combinée ou non avec un fonds.



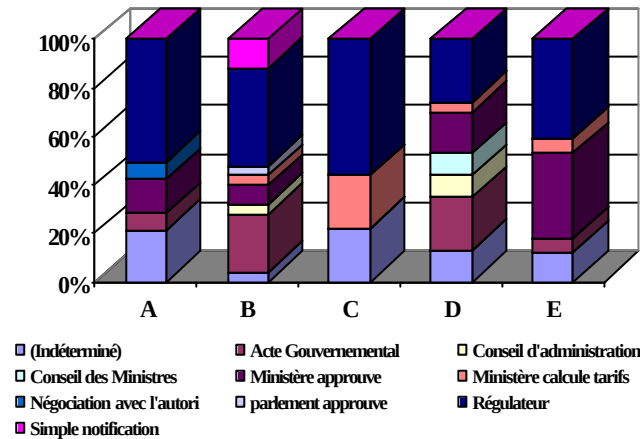
Types de processus d'homologation des tarifs

Le rôle du régulateur dans l'homologation des tarifs (45%) est prépondérant. Cette prépondérance croît avec le niveau de développement du pays. Il est à noter l'émergence de l'approbation sur simple notification dans les marchés très ouverts à la concurrence. D'un autre côté, l'homologation des tarifs par le ministère de tutelle (16%) et celle par acte gouvernemental (15%) restent largement pratiquées.

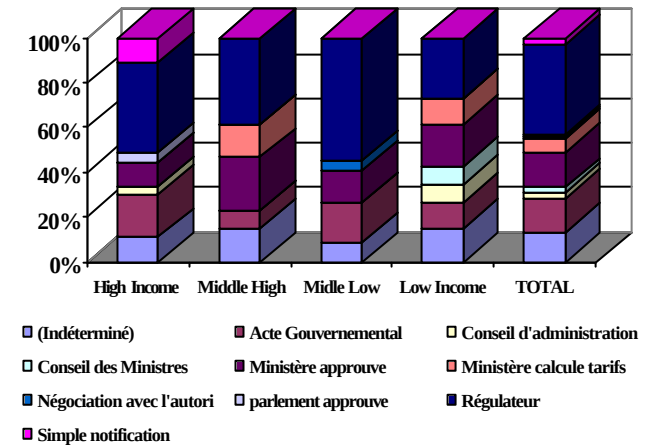
Types d'homologation par Têdensité



Types d'homologations par Région

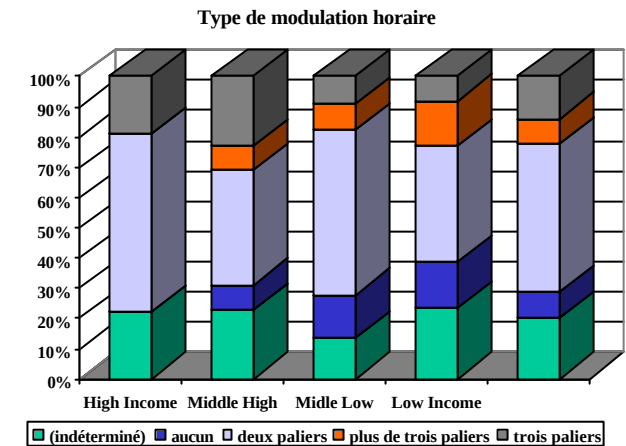
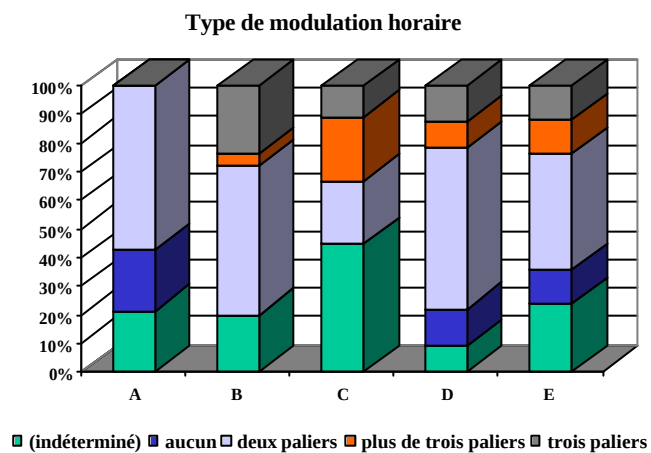
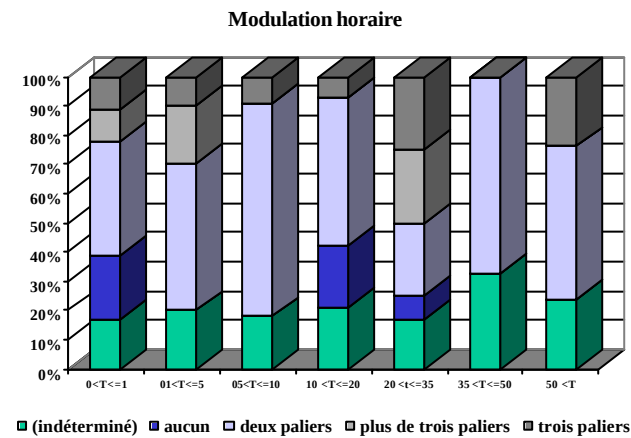


Types d'homologations par classe de PIB



Utilisation de la modulation horaire

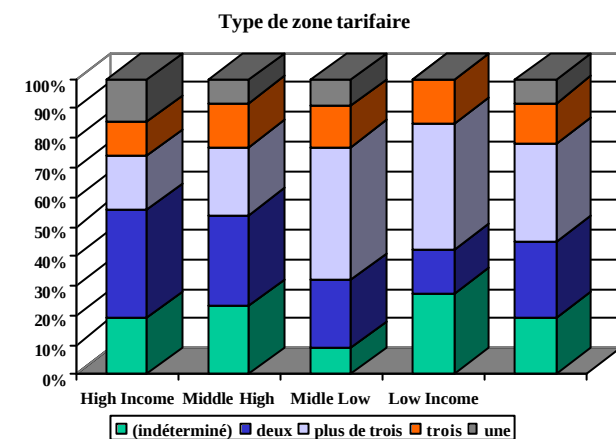
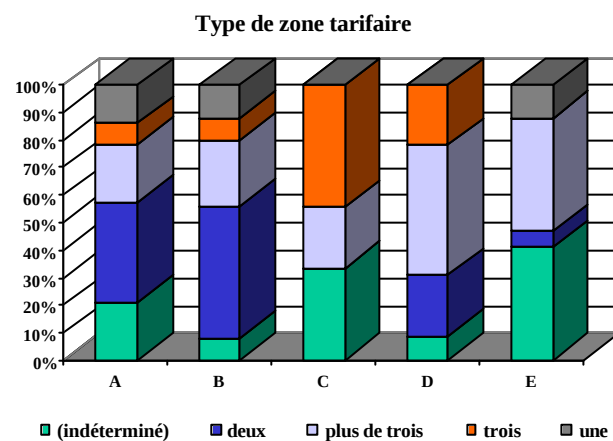
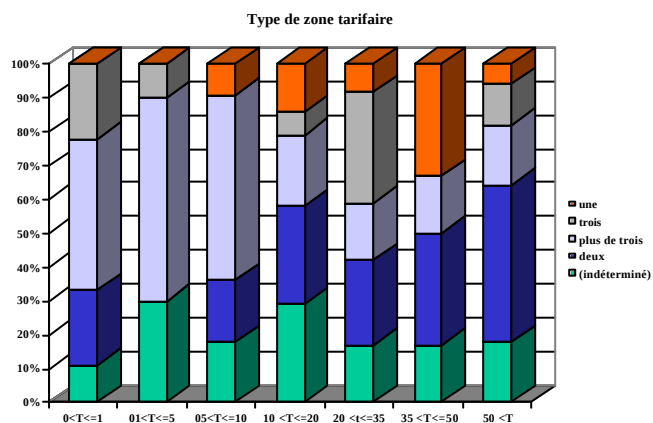
Une très forte tendance des administrations à adopter une modulation horaire à deux paliers (jour et nuit), avec cependant des variations sur les horaires de début et de fin de période, semble se dégager.



Utilisation des zones tarifaires

Une très forte tendance des administrations à adopter un découpage tarifaire à deux zones (urbaine et nationale) semble se dégager.

Les pays en développement sont ceux dans les quels il subsiste le plus de découpages tarifaires à plus de trois zones.



Orientations possibles

Commission d'études 1

La Commission d'études 1 pourrait souhaiter s'appuyer sur les tendances lourdes dégagées ci-dessus pour confirmer ou infléchir les orientations du groupe de travail sur la Question 12/1.

Poursuite du questionnaire

Commentaire: Bien que globalement satisfaisantes, les réponses fournies par les administrations n'ont pas toujours été d'une grande précision. Ceci est peut-être lié à l'interprétation personnelle qu'elles ont pu faire du questionnaire

Suggestion 1: indiquer désormais pour chaque question les principales réponses possibles avec une ouverture pour toute autre réponse non listée

Suggestion 2: si les ressources sont disponibles, prévoir la possibilité de recueillir des réponses «en ligne» directement dans une base de donnée pour accélérer le processus de traitement et de mise à disposition des résultats. Dans ce cas les aspects liés à la fiabilité des réponses devraient être considérés.

La Commission d'études 1 pourrait souhaiter se prononcer sur l'utilité ou non de pérenniser l'administration annuelle d'un questionnaire de ce type.

Elle pourrait aussi se prononcer sur les types d'informations qui devraient figurer dans la base de données sur les tarifs.

Annexe: Liste de pays/administrations par région

REGION	PAYS	ADMINISTRATION	REGION	PAYS	ADMINISTRATION
A	Antilles néerlandaises	Antilles néerlandaises	C	Slovaquie	Slovak telecom
A	Belize	Belize	C	Slovaquie	Slovaquie (MTPT)
A	Colombie	Colombie	C	Ukraine	Ukraine
A	Guyane	Guyane			
A	Iles Caïmans	Iles Caïmans	D	Algérie	Algérie
A	Iles Caïmans	Iles Caïmans (C&W)	D	Angola	Angola
A	Jamaïque	Jamaïque	D	Burkina faso	Burkina faso
A	Panama	Panama (C&W)	D	Burundi	Burundi
A	Pérou	Pérou (Osiptel)	D	Cameroun	Cameroun
A	Pérou	Pérou (Telefonica)	D	Cap vert	Cap vert
A	St Vincent et Grenadines	St Vincent et Grenadines	D	Comores	Comores
A	Trinité et Tobago	Trinité et Tobago	D	Côte d'ivoire	Côte d'ivoire
A	Venezuela	Venezuela (Conatel)	D	Ethiopie	Ethiopie
A	Venezuela	Venezuela (Pending)	D	Guinée équatoriale	Guinée équatoriale
			D	Iles Maurice	Iles Maurice
B	Allemagne	Allemagne	D	Malawi	Malawi
B	Autriche	Autriche	D	Mali	Mali
B	Autriche	Autriche (Telecom Austria)	D	Maroc	Maroc
B	Belgique	Belgique	D	Namibie	Namibie
B	Bosnie Herzegovine	Bosnie Herzegovine	D	Ouganda	Ouganda
B	Chypre	Chypre	D	Rwanda	Rwanda
B	Croatie	Croatie	D	Soudan	Soudan
B	Danemark	Danemark (NTAD)	D	Afrique du Sud	South-Africa (SATRA)
B	Danemark	Danemark (Telegreenland)	D	Swaziland	Swaziland
B	Estonie	Estonie	D	Tanzanie	Tanzanie
B	France	France (France Télécom)	D	Tchad	Tchad
B	France	France (Polynésie Français)	D	Togo	Togo
B	Grèce	Grèce			
B	Hongrie	Hongrie	E	Bahreïn	Bahreïn
B	Lettonie	Lettonie	E	Cambodge	Cambodge
B	Luxembourg	Luxembourg	E	Inde	Inde
B	Malte	Malte	E	Indonésie	Indonésie (BCC)
B	Monaco	Monaco	E	Indonésie	Indonésie (DGPT)
B	Norvège	Norvège	E	Israël	Israël
B	Portugal	Portugal	E	Koweït	Koweït
B	Royaume uni	Royaume uni (BT)	E	Malaisie	Malaisie
B	Royaume uni	Royaume uni (OFTEL)	E	Maldives	Maldives
B	Slovénie	Slovénie	E	Mongolie	Mongolie
B	Suède	Suède	E	Myanmar	Myanmar
B	Suisse	Suisse	E	Oman	Oman
			E	Singapour	Singapour
C	Albanie	Albanie	E	Thaïlande	Thaïlande
C	Azerbaïdjan	Azerbaïdjan	E	Turquie	Turquie
C	Bulgarie	Bulgarie (BTC)	E	Viet Nam	Viet Nam
C	Bulgarie	Bulgarie (CPT)	E	Yémen	Yémen
C	Kazakhstan	Kazakhstan			
C	Pologne	Pologne			